

## La deuxième guerre mondiale : questions de méthode.

*Les Cahiers Léon Trotsky, Numéro 39, septembre 1989.*

Quand nous avons publié en septembre 1985 notre numéro 23 sur « *Trotsky et les trotskystes devant la seconde guerre mondiale* », nous étions à la fois ambitieux et modestes.

Ambitieux, parce que nous souhaitions ouvrir un large débat qui nous semblait intéresser toutes les organisations se réclamant du trotskysme et un assez large milieu au-delà d'elles, sur la guerre et sur la place qu'y ont tenue, le rôle qu'y ont joué, les organisations trotskystes, formellement ou non membres de la IVème Internationale à l'époque, comme sur la validité des dernières analyses de Trotsky.

Modestes parce que nous nous limitions à cette étape à étudier les positions des intéressés devant et non pas dans la guerre mondiale parce que nous y exposions les idées que Trotsky commença à formuler dans les derniers mois de sa vie et la politique qui a été appelée « *politique militaire prolétarienne* » (PMP) par ses camarades. Parce qu'enfin nous nous bornions à indiquer, à partir de l'exemple grec, non pas ce qu'il aurait fallu faire, mais ceux des éléments, apparus après la mort de Trotsky, qui montraient que sa politique était réalisable et qu'elle n'aurait pas manqué d'écho ni d'appui.

Le résultat de notre initiative a pourtant été loin de satisfaire notre attente. Il nous semblait et il nous semble toujours que cette question n'est pas une question secondaire, à balayer d'un revers de main parce que « historique », c'est-à-dire académique pour certains.

La Deuxième Guerre mondiale est un événement de première grandeur, qui a marqué profondément non seulement le monde, par les ruines qu'elle a accumulées et la barbarie qu'elle a révélée et déchaînée, mais aussi par l'empreinte qu'elle a laissée sur l'inconscient et la conscience, l'imagination et la mémoire des hommes et des femmes même nés des années plus tard.

Il nous semble aussi qu'elle « interpelle » particulièrement les militants et les organisations qui se réclament de la pensée et de l'action de Trotsky, c'est-à-dire de la IVème Internationale. C'est en effet dans les ultimes mois de sa vie — les premiers de la guerre mondiale — que ce dernier a essayé de répondre aux questions concrètes de ce développement historique dans lequel il voyait le début d'un processus menant tout droit — en moins de dix ans, selon lui — à la révolution et à sa victoire sous la direction de la IVème Internationale, au moins dans plusieurs pays européens. Or on sait combien ce pronostic a été cruellement démenti.

Les adversaires de Trotsky, ceux qui voient dans la révolution et les révolutionnaires le danger principal pour leur avenir et celui de leurs semblables, n'ont pas manqué de le souligner. D'autres aussi, qui semblent moins hostiles et se découvrent devant le grand révolutionnaire comme on le fait devant un mort. De façon générale, ces gens s'attachent à accréditer soit l'idée que Trotsky, en formulant la PMP, a renié ses convictions anciennes, particulièrement sa lutte avec Lénine contre la guerre impérialiste, soit que les terrifiants pépins de la réalité n'ont pas laissé pierre sur pierre de son analyse dont l'axe était la marche de l'humanité vers la révolution socialiste à l'époque du déclin impérialiste.

Les membres de l'Institut Léon Trotsky et le comité de rédaction des Cahiers Léon Trotsky pensaient en 1985 qu'il était de leur devoir d'ouvrir ce débat, jamais mené puisqu'étouffé par la guerre : la majorité des trotskystes européens, même militant depuis avant-guerre, n'ont en effet appris le contenu et l'existence même de la PMP qu'en 1945-1946, alors que la question appartenait au passé, n'apportait rien aux débats en cours et aurait revêtu l'aspect d'un règlement de comptes. Nous avons donc pensé

que leur revue pouvait ouvrir un débat et que l'ensemble de ceux qu'il concernait reprendraient le flambeau sous une forme ou une autre.

Il est en effet indiscutable que l'absence de discussion et de bilan sur cette question a pesé très lourd dans l'histoire de la IVème Internationale. Une analyse en profondeur la ferait sans doute apparaître à la source de la crise qui a commencé à secouer cette dernière dans les années cinquante. Il pouvait être positif de lancer un débat dans notre revue d'histoire révolutionnaire : les vieux camarades, qu'ils aient à l'époque « pris » ou non « un fusil », auraient trouvé dans nos colonnes un cadre où s'exprimer. Le débat pouvait aussi fournir aux jeunes les nécessaires éléments d'information.

Il nous faut bien admettre que nous avons été déçus. Aucune des grandes formations nationales ou internationales se réclamant de Trotsky et de la IVème Internationale n'a jugé utile de s'insérer en tant que telle dans la discussion proposée, voire de donner un certain écho à notre proposition. Aucun responsable d'organisation ayant milité pendant la période de la guerre en Europe ou militant aujourd'hui, ne s'est exprimé à ce sujet, dans sa presse ou ailleurs. Journaux et revues se sont contentés, quand ils l'ont fait, d'indiquer le contenu du numéro.

Manque d'intérêt ou prudence ? Nous nous abstenons de tout commentaire, mais pas de l'expression de nos regrets.

Dans ce silence général, cependant, une exception, celle de la tendance spartaciste internationale. Dès 1985, dans un texte intitulé « *Les trotskystes dans la Deuxième Guerre mondiale* », Pierre Vert réagissait dans Spartacist et à destination du comité exécutif international de cette tendance. Plus récemment, ce même comité a traité de « *La politique trotskyste dans la Deuxième Guerre mondiale* » et pris fermement ses distances à l'égard de Trotsky et de la PMP, se posant en continuateur de la tradition de la politique trotskyste dans la guerre impérialiste, abandonnée selon lui par Trotsky dans les derniers mois de sa vie. Ce texte du CEI spartaciste sert en outre d'introduction à un cahier-recueil de documents intitulé *Documents on the Proletarian Military Policy*, daté de février 1989.

Au cours de l'année 1988, par ailleurs, la revue *Revolutionary History* de Londres avait commencé, en faisant expressément allusion à notre propre numéro, la publication d'articles et de documents, notamment un article du militant anglais Sain Levy sur la PMP et a poursuivi avec une traduction anglaise de la brochure de Wim Bot sur l'histoire du CRM néerlandais pendant la guerre.

P

Ces réactions sont évidemment très insuffisantes, mais elles ont l'immense mérite d'exister et d'avoir prolongé notre effort. Nous pensons qu'elles nous commandent maintenant de prendre date et de tirer les éléments de bilan qui se sont dégagés en réaction à notre initiative, autrement dit, d'engager nous-mêmes la discussion que nous n'avons fait jusqu'à présent qu'ouvrir.

Bien entendu, nous allons commencer par consacrer toute notre attention aux réactions exprimées dans les publications spartacistes, ce qui implique dans un premier temps une attention particulière à leur méthode de discussion.

### **Une méthode d' « interprétation »**

Pierre Vert, dans son article d'introduction pour la presse spartaciste, s'est particulièrement distingué dans l'effort d' « interprétation » de mon article, je veux dire, pour lui faire dire ce qu'il n'a pas dit, soit en déformant, soit en inventant. Notre première réaction avait été de ne pas lui répondre, mais il est clair qu'il est nécessaire de le faire, ne serait-ce que pour traquer les méthodes qui faussent l'échange d'idées.

Sa première affirmation est que, pour moi, « *Trotsky fut le premier pabliste* ».

Comment la justifie-t-il ? Il écrit :

*« Pour Broué, l'appel de Trotsky en 1940 à la « militarisation » des masses prolétariennes antifascistes équivaut à la liquidation du parti révolutionnaire d'avant-garde dans le « mouvement de masses », une politique développée réellement et appliquée par Michel Pablo. »*

Bien entendu, je défie Pierre Vert de citer le moindre passage de mon article soutenant cette affirmation ahurissante. Pour moi — le fait est public — le « *pablisme* » a correctement été défini à l'époque de son apparition comme une adaptation à la politique des appareils — notamment de l'appareil stalinien — et non des masses et s'est manifesté par une politique d'« *entrisme sui generis* » qui impliquait la renonciation à une organisation indépendante. Ni Trotsky, ni son modeste historien ne portent donc la moindre responsabilité d'un tel « *pablisme* ». A moins que, pour Pierre Vert, ce soit du « *pablisme* » que d'investir les militants du « *parti révolutionnaire d'avant-garde* » dans le « *mouvement de masses* », dans les syndicats par exemple, ou, de façon générale dans tous les mouvements comme grèves, manifestations, mutineries, etc. Dans ce cas, Lénine et le parti bolchevique auraient été les premiers « *pablistes* » en s'immergeant systématiquement dans le mouvement des masses, avant comme après la révolution de février.

J'ajoute que le « *résumé* » de ma position par Pierre Vert m'attribue une notion que je n'utilise pas parce qu'elle me paraît à la fois confuse et fautive : celle de « *masses prolétariennes antifascistes* », curieuse concession à l'idéologie « *antifasciste* » du Front populaire.

Plus loin, Pierre Vert fait une autre découverte : je mènerais selon lui une « *polémique voilée* » pour justifier... « *la dissolution du PCI dans le MPPT* » et cette « *polémique voilée* » prendrait la forme d'allusions de ma part à la croyance qu'on peut construire un parti « *par incantation* », une notion dont je regrette d'avoir à dire très franchement à Pierre Vert qu'elle était banale dans toutes les sectes communistes, des décennies avant l'existence des organisations au compte desquelles il croit que je polémique de façon « *voilée* » — encore une pratique qui n'est pas d'usage chez moi, la polémique devant être, à mes yeux, ouverte, sous peine de devenir insinuation !

Un peu plus loin, Pierre Vert assure que je « *loue* » Chen Duxiu de s'être fait conseiller politique d'un « *commandant de division de l'armée nationaliste bourgeoise du Guomindang* ». M'ayant ainsi accablé sous les adjectifs à propos d'un élément d'information que j'apporte sans blâme ni louange, il en tire la conclusion que, pour moi, « *la mobilisation prolétarienne* » devient « *militarisation pure et simple* ». A se demander s'il a lu Trotsky, mon article, et même s'il a entendu dire un jour que les guerres s'accompagnent d'une certaine dose de « *militarisation* ».

Décidément peu scrupuleux, Pierre Vert va même jusqu'à proclamer que je montre clairement « *où je vais* » — mais il ne le dit, donc ne le sait pas lui-même — et me jette à la figure les centaines de trotskystes assassinés par les staliniens, parce que j'ai écrit que les trotskystes grecs se seraient condamnés à mort s'ils s'étaient contentés de prophéties négatives et n'avaient pas su s'insérer dans le mouvement de masses. Pour faire un peu comme Pierre Vert, peut-on lui demander s'il pense, lui, que les trotskystes étaient de toute façon condamnés à mort ?

Les méthodes d'interprétation de Pierre Vert ne sont pas, il faut lui rendre cette justice, son monopole, et il est possible de les retrouver dans le texte du CEI spartaciste, bien que ce dernier occupe sans aucun doute un étage de l'honnêteté intellectuelle auquel Pierre Vert n'a pas eu jusqu'à présent accès : les accusations sont moins basses, mais les distorsions ne sont pas moins réelles.

« *Broué prend le fusil* », écrit, se croyant spirituel, le CEI spartaciste, qui ignore évidemment que j'ai réellement « *pris le fusil* » et que ça m'a conduit au trotskysme, ce qu'il doit avoir quelque peine à comprendre du point de vue de Sirius américain qui est le sien.

Ai-je délibérément refusé de voir, comme il m'en accuse, les aspects américains de la politique de Trotsky ? je ne le crois pas, mais, s'agissant de la guerre en Europe, j'ai la faiblesse de penser que Trotsky ne parlait pas d'un autre continent et que ce qu'il a écrit sur l'Europe occupée et l'oppression nationale était avant tout valable pour l'Europe, de même que la « *militarisation* ».

Enfin le CEI en question assure que j'aurais écrit que « *les trotskystes auraient dû entrer dans un mouvement de masse basé sur la résistance nationale et sociale* » — il précise que le passage entre guillemets est traduit par eux (« *mass movement based on national and social resistance* »). Or ce que j'ai écrit, c'est :

« *La seconde guerre mondiale a développé un mouvement de masse sur la base d'une résistance nationale et sociale que les staliniens se sont efforcés de dévoyer et de faire écraser (..) et que les trotskystes n'ont pu ni aider, ni utiliser, faute d'avoir pu s'y insérer...* »

Laissons de côté les capacités de traducteurs de nos critiques. Elles sont plus grandes qu'il n'y paraît au premier abord. L'emploi du verbe « *entrer* » au lieu d'« *insérer* ») était l'accusation de « *pablisme* ») et celui du mot « *mouvement* ») renforce l'aspect « *organisation* » dont le contexte démontre qu'il n'était pas dans mon esprit. « *S'insérer dans un mouvement basé sur une résistance nationale et sociale* » ne signifie pas du tout la même chose qu'« *entrer dans un mouvement basé sur la résistance nationale et sociale* ». Et ce petit tour de passe-passe, la Résistance ayant été définie comme une organisation dont il est précisé qu'elle était « *bourgeoise nationaliste* », permet à nos procureurs au petit pied de conclure que j'« *évite la question cruciale, celle de l'indépendance de classe des forces combattantes prolétariennes* ». Qui veut noyer son chien.. .

A ce niveau-là, nous avons clairement abandonné les questions d'« *interprétation* », de bonne et mauvaise foi dans la discussion, et nous sommes entrés de plein pied dans le domaine de la façon de penser et du mode de raisonnement.

### **La méthode spartaciste d'analyse**

Le trait le plus frappant chez nos censeurs est de toute évidence ce qu'ils appelleraient sans aucun doute une caractéristique « *de la pensée bourgeoise* », une véritable adoration du fait accompli. A propos des mouvements de partisans, ils écrivent en effet qu'en dépit des variations d'un pays à l'autre, « *là où leur direction n'était pas simplement nationaliste bourgeoise, elle était stalinienne et les staliniens avaient subordonné leurs forces à l'alliance militaire avec les impérialistes démocratiques* ».

Déjà perçue, sous l'affirmation dogmatique, la logique formelle et le syllogisme. Puisque la résistance à l'oppression nationale et sociale se concrétise dans des organisations à direction bourgeoise ou stalinienne — une donnée qu'on tient de toute évidence pour intangible —, il est clair que la participation à ces formations « *dans un rôle subordonné ou assimilé aurait signifié l'abandon d'une position de classe, le passage à la collaboration de classe* ».

Le CEI spartaciste développe ensuite longuement les massacres de trotskystes par les staliniens en Grèce, les trotskystes s'étant, selon lui, passés eux-mêmes la corde au cou en entrant dans des formations qu'ils ne contrôlaient pas et où ils ne disposaient pas d'un « *droit de veto* »(sic).

Mieux encore, et pour démontrer plus sûrement le franchissement de la ligne de classe par les gens comme moi, il assure en effet que le fait essentiel dans le mouvement de partisans en Yougoslavie, «

*premier d'une série de révolutions sociales basées sur des formations de guérillas paysannes » a abouti en réalité « à un Etat ouvrier déformé depuis le début par un régime bureaucratique qualitativement identique à celui de l'Union soviétique ». Relevons en passant cet hommage, peut-être involontaire, rendu aux capacités « révolutionnaires » de la bureaucratie et notons simplement que notre CEI démontre par sa conclusion ce qui s'est passé quand on a appliqué du côté « trotskyste » la politique qu'il semble avoir rétrospectivement préconisée, à savoir l'abstention de tout ce qui n'était pas manifestation d'internationalisme actif et notamment promotion d'actions de fraternisation.*

Notons par-dessus le marché la totale indifférence de nos analystes aux forces sociales en présence, leur conviction que l'oppression nationale et sociale n'était qu'une abstraction et qu'il n'y avait pas de « mouvement » exprimant le refus de cette oppression : l'histoire ici est intégralement confiée aux directions, c'est-à-dire aux appareils des formations politiques et militaires, toutes puissantes à partir du moment où elles veulent coiffer un mouvement de classe qu'on ne doit à aucun prix leur disputer si l'on veut rester pur...

Bien entendu, je ne conteste pas le droit du CEI spartaciste de défendre ce point de vue et bien d'autres. Je lui reconnais le droit de penser que les grands mouvements populaires de résistance nationale et sociale des années quarante n'avaient que deux perspectives depuis le début, servir à la constitution d'un État ouvrier déformé sous la houlette de la bureaucratie stalinienne ou, comme en Occident, remettre à la bourgeoisie les rênes du pouvoir. On a, après tout, le droit de penser que les appareils sont plus puissants que les lois de l'histoire et que tout est écrit dans les grands livres des dirigeants à qui l'on ne doit surtout pas disputer leur contrôle sur le mouvement des masses. Il me semble en revanche un peu choquant qu'on se permette de le faire après avoir expliqué que la PMP préconisée par Trotsky constituait un reniement des principes qu'il avait toujours défendus.

Cette conception mécanique et fataliste du marxisme, analogue à celle que Trotsky et ses jeunes camarades combattaient en déportation au tournant du siècle chez ceux qu'ils appelaient pour cette raison les « mahométans », a toujours été radicalement opposée à la sienne et ce n'est pas par hasard que les spartacistes s'en prennent à lui quand une de ses analyses bouscule leur routine et leur résignation fataliste.

Pour ma part, je ne vois nulle nécessité à fonder une tendance, dite internationale, éditer journaux et bulletins, distribuer bons et mauvais points et décider où va tel ou tel, et ce qu'il veut dire de façon « voilée » ou non, pour écrire finalement sur la période cruciale de la guerre la phrase suivante :

*« Pendant la guerre, les forces trotskystes étaient pour une grande part trop réduites pour avoir une orientation autre que propagandiste en direction des couches d'ouvriers avancés dont la majorité suivait la direction stalinienne ».*

La vérité, triste vérité, diront ceux qui ont nourri des illusions sur les « spartacistes » et leur langage parfois très radical, est que cette tendance ne croit pas que les trotskystes aient pu pendant la guerre et pourront, dans des circonstances analogues, aller au-delà de l'activité qu'ils trouvent aujourd'hui « admirable », alors qu'elle est seulement respectable, celle du CRM néerlandais, passé, en trois années de guerre, de 70 à 150 membres pour les Pays-Bas tout entiers.

L'honnête résumé qu'ils font de l'article de Wim Bot sur la politique du CRM néglige cependant au moins un aspect décisif, décelé en son temps par le militant Piet van't Hart auquel ils dédicacent leur publication : les traits de secte qui caractérisent malheureusement, du fait de son isolement et surtout de son éloignement des masses, la vaillante organisation marxiste, révolutionnaire, que fut le CRM. La différence, au grand dam des spartacistes, est évidemment que les responsables du CRM, eux, comprenaient qu'au terme de leur politique existait le danger de devenir une secte, tandis que, de toute évidence, les spartacistes ne se sont pas aperçus qu'ils en sont devenus une. On peut d'ailleurs se

demander pourquoi c'est précisément cette remarque capitale de Piet van't Hart sur l'organisation qu'il dirigea qu'ils ont oubliée de mentionner dans leur résumé d'admiration.

La secte est contente d'elle-même et, de toute évidence, les spartacistes le sont également puisqu'ils se sentent les gérants d'un capital idéologique suffisamment important pour leur permettre d'excommunier même Trotsky — ce qu'ils ne font tout de même pas, laissant entendre que, chez lui et face à la guerre, la préoccupation de défendre l'URSS l'emportait sur celle du Programme de la IVème Internationale, mais faisant porter à Cannon tout le poids de leur accusation d'« *opportunisme* ».

Nous avons pris, dans l'article de 1985, l'exemple, non à proprement parler de « *la Grèce* », comme ils l'assurent, ce qui eût impliqué un travail à la fois sur les maquis d'Andartes et la politique des partisans dans les régions libérées, et celle des « *bastions rouges* » des faubourgs industriels des villes, mais celui de l'armée grecque du Moyen-Orient. Cette affaire nous semble en effet avoir été une véritable « *expérience de laboratoire* » permettant de vérifier l'hypothèse de base de la position de Trotsky, la volonté des masses de combattre le fascisme en même temps que le refus de le faire « *à la Pétain ou sous un Pétain* ». La mutinerie des marins et des soldats grecs d'Egypte était la triple manifestation du désir de combattre le fascisme, du refus de la temporisation avec les autorités « *collaborationnistes* » d'Athènes occupée et celui d'être placés sous les ordres d'officiers fidèles au régime fasciste du général Metaxas : traduction grecque, « *se battre contre Hitler, pas à la Metaxas ni sous Metaxas* ». Cela me semblait clair.

Pierre Vert et autres spartacistes, sans prendre la peine de lire ce que j'écris, rétorquent en évoquant les massacres des trotskystes grecs. L'argument mérite pourtant d'être examiné. Ces massacres ont été organisés particulièrement dans les villes, à la libération. Ils traduisaient la peur de la direction stalinienne que les trotskystes puissent constituer un point d'appui pour ceux de leurs militants qui refusaient la capitulation imposée par Moscou, avec la soumission à l'autorité du général Scobie et le désarmement des unités qu'ils contrôlaient. En d'autres termes, c'était la perspective d'une jonction entre les trotskystes d'une part et les éléments partisans en armes pour qui l'occupation britannique, même avec la bénédiction de Staline, n'était pas une « *libération* », de l'autre, qui effrayait les staliniens. Quelle meilleure preuve que l'insertion des trotskystes dans le mouvement de masses né de la double oppression sociale et nationale était la perspective que redoutaient le plus les partisans de la contre-révolution, à partir du moment où restait posé le problème de l'existence de formations résistantes armées susceptibles, de ce seul fait, de devenir des formations révolutionnaires dans cette conjoncture politique ? Mais cet aspect des raisons de la répression stalinienne échappe totalement à nos censeurs pour qui, répétons-le, la politique est l'œuvre de forces abstraites s'enchaînant mécaniquement.

Nous pensons donc, contre Vert et ses camarades, que Trotsky avait raison et qu'il avait prévu très clairement ce que serait « *le mouvement contre l'oppression sociale et nationale* » qui mobiliserait les masses les plus larges au cours de la guerre. Nous pensons que la formation la plus experte en contre-révolution, le parti stalinien, avait la même analyse et qu'il a fondé sur cette réalité sa politique contre-révolutionnaire dans la mesure où le contrôle par lui des formations armées était la seule vraie garantie contre la révolution. Vert et ses amis ne l'ont pas vu, mais en revanche, ils se complaisent à souligner dans leur introduction que c'est le combat de l'Armée rouge qui a brisé la machine militaire allemande — remarque hasardeuse dont rien ne démontre l'intérêt qu'elle a ici pour la stratégie des révolutionnaires en pleine guerre, mais prépare peut-être un alibi.

Les mêmes remarques s'appliquent à ce qui est dit de l'expérience yougoslave. Ce n'est pas plus le P.C. yougoslave que l'appareil militaire de Tito qui ont voulu la révolution : le combat contre les unités militaires pro-occidentales du général Mihailovitch et le gouvernement de Londres leur a été imposé par le mouvement des masses contre l'oppression nationale et sociale dont elles souffraient. Et cet état-major était tellement conscient du risque qu'il y avait, pour lui, dans une telle entreprise, à chevaucher

le mouvement tout en faisant face à la concurrence des trotskystes, qu'il les a systématiquement massacrés avant de lancer la lutte armée, quand cela lui a été possible.

Personne n'a dit qu'il était facile pour les trotskystes de s'insérer dans ce mouvement de masses. Mais personne n'a, sauf les spartacistes, imaginé la possibilité de négocier avec les staliniens pour obtenir d'eux un « *droit de veto* » ! Ils pensent qu'il était impossible de réaliser une telle insertion sans concession d'un tel droit et que l'histoire l'a prouvé ? Alors, s'il est vrai, comme ils l'assurent, qu'il n'y avait rien d'autre à faire qu'une petite activité propagandiste, sans espoir de construire à la fin de la guerre les éléments d'une véritable organisation intervenant dans la lutte, c'est que l'ensemble de leur analyse et de leurs prémisses théoriques étaient sans rapport avec la réalité et désespérément erronées ou fantaisistes. Vert et ses amis pensent-ils en outre vraiment que l'attitude qu'ils préconisent, la survie à la façon du CRM et les immenses sacrifices individuels demandés, pouvaient attirer les jeunes hommes et femmes de vingt ans en ces années ? En tant que survivant de ceux qui, bien avant leur vingt ans, ont « *pris le fusil* », comme dit le CEI spartakiste croyant faire de l'esprit à mes dépens, je témoigne que ce sont des millions qui ont vu dans la lutte armée sous l'occupation l'instrument de leur libération nationale et sociale et qu'ils ne pouvaient — et que dans d'autres circonstances d'autres ne pourraient — accorder le moindre intérêt aux sectaires dogmatiques assurant qu'« *il n'y a rien à faire* » en-dehors d'une minuscule activité propagandiste.

Nos censeurs, ceux de Trotsky, nous accusent d'avoir franchi la ligne de la collaboration de classe. Il serait facile de leur rétorquer qu'ils ne risquent pas, eux, de la franchir puisque l'observateur de loin est par définition immobile et qu'ils restent dans le camp des commentateurs dont je leur laisse le soin de déterminer le caractère de classe hier et aujourd'hui. Toujours sensible aux affirmations qui touchent l'« *indépendance de classe* », je me permets cependant de signaler aux censeurs spartacistes que nous vivons dans une société bourgeoise, avec des rapports économiques et sociaux qui sont des rapports bourgeois. La seule pureté principielle possible pour un révolutionnaire, c'est de combattre pour transformer le monde, ce qui implique parfois aussi bien des mots d'ordre de « *transition* », qui sont irréalisables, que la lutte pour la direction idéologique et politique d'un mouvement de masses contre les agents ou représentants de la classe adverse. On se demande comment une attitude d'abstentionnisme et de fatalisme est compatible avec l'affirmation qu'on est révolutionnaire et même avec le nom de Spartacus, symbole de la révolte d'esclaves qui devait mener à une épouvantable répression — des crucifixions de masse — et dont personne n'a jamais prétendu qu'elle pouvait réussir et construire une société plus juste à la place de la République romaine en 71 avant Jésus-Christ !

Mais abandonnons ici nos spartacistes qui ne nous auront finalement rien donné qu'une occasion de rappeler des vérités premières.

### ***L' internationalisme pratique***

Tous les historiens qui ont pour le mouvement quelque sympathie soulignent l'importance du travail mené en direction de l'armée allemande, les efforts de « *fraternisation* » avec les « *travailleurs allemands sous l'uniforme* », l'activité internationaliste par excellence qui comportait le plus de risques et coûta très cher à l'organisation française. Ce travail militant, resté infructueux aux Pays-Bas, par exemple, donna des résultats concrets à Brest, où, comme on sait, plusieurs jeunes travailleurs sous l'uniforme rejoignirent l'organisation Française et des cellules furent organisées dans l'Armée allemande. L'expérience coûta très cher en vies humaines, du fait de l'inexpérience des militants et sans doute plus encore des recrues, mais elle eut l'immense mérite d'exister et de démontrer que ce travail à l'intérieur de l'armée allemande était possible. et donc que l'« *internationalisme prolétarien* » n'était pas un vain mot.

Sur ce point au moins, il y a unanimité : de Cassard, qui apporte des témoignages inédits de militants brestois, à Calvès, acteur de cette tragédie comme Craipeau, jusqu'aux spartacistes eux-mêmes, en

passant par Wim Bot, l'historien du CRM, tout le monde est tombé d'accord qu'il s'agissait d'une activité conforme aux principes et qui honore ceux qui l'ont menée dans des conditions, à vrai dire, exceptionnellement dangereuses. Le bilan, du point de vue des forces matérielles n'est cependant pas positif, militants français et allemands ont été repérés et la majorité d'entre eux sont morts sans que l'organisation en ait retiré un profit numérique, voire politique.

Un acquis considérable des trotskystes dans cette période, au moins en Europe, est le maintien ou la reconstruction d'organismes internationaux donnant une réalité concrète à la IVème Internationale. Incontestablement, la construction d'un « *secrétariat européen* » en Europe occupée était une entreprise difficile : elle a été réussie par ceux qui s'y sont attachés, même s'il a fallu changer les hommes qui le composaient, du fait d'une répression qui, elle aussi, débordait les frontières. Techniquement et politiquement, ce n'était pas facile et c'est un titre d'honneur des membres de la IVème Internationale que d'avoir réuni des militants allemands, français, belges, suisses, grecs, espagnols, et établi le contact avec les Autrichiens dans des conditions de terreur policière sans précédent à l'échelle continentale.

Dans le même ordre d'idées, on ne peut qu'être frappé du rapprochement qui s'opère en pleine guerre entre groupes divers jusque-là concurrents, comme le POI et le CCI en France, ou encore de l'adhésion à la IVème Internationale de groupes n'ayant jamais eu de contact direct avec elle mais qui sont, comme le CRM néerlandais, incontestablement sur la même base principielle.

De ce point de vue, comme l'ont déjà relevé à l'époque les militants du CRM, le contraste est frappant entre les sections de la IVème Internationale déjà existantes et les groupes qui la rejoignent, d'une part, et, d'autre part, les formations adhérant avant la guerre, par exemple, au bureau de Londres, dissoutes de fait ou éparpillées sur le front patriotique. Trotsky aurait probablement écrit que le fait d'avoir survécu dans ces années terribles avait affirmé le droit à l'existence de la IVème Internationale et il n'aurait pas eu tort. Mais le problème n'était pas alors pour la IVème Internationale d'exister, mais de vaincre. Or la question n'a jamais été à l'ordre du jour, sauf peut-être dans les rêves de ses militants.

### **La Révolution redoutée**

Pourtant, la révolution, « *le chaos* » ou encore « *la bolchevisation* » sont des mots que l'on retrouve à chaque page dans les documents officiels, qu'il s'agisse de ceux de l'Axe ou de ceux des Alliés. J'ai rappelé dans ma biographie de Trotsky la fameuse entrevue entre Hitler et l'ambassadeur français Coulondre, au moment de la déclaration de guerre, où les deux hommes tombèrent d'accord pour admettre que la guerre qui commençait serait lourde de danger révolutionnaire et favoriserait... Trotsky. L'ouvrage de l'historien américain Gabriel Kolko, *Politics of War* fourmille d'exemples qui vont dans le même sens, même si la peur de la révolution se dissimule derrière d'autres mots, non moins parlants.

Sur le prétendu caractère « *antifasciste* » de la guerre, il est intéressant de rappeler l'affirmation de Winston Churchill, dans ses Mémoires, suivant laquelle Mussolini aurait été bien reçu par les Alliés s'il leur avait en personne offert la paix : Churchill est resté fidèle à lui-même dans sa continuité contre-révolutionnaire et toute son action en Europe dans le cours de la Deuxième Guerre mondiale montre qu'il avait conservé le point de vue qui lui inspirait en 1927 de saluer dans le Duce le vaillant combattant qui était venu à bout de la « *bestialité des léninistes* ».

La première partie de la guerre manifeste, de la part des Alliés, une politique tout à fait conservatrice en matière de transferts de pouvoirs, qui donne une assez bonne idée de la façon dont leurs dirigeants concevaient ce qu'ils appelaient la « *libération* » de l'Europe. Le choix de Roosevelt et de ses conseillers de traiter à Alger avec l'amiral Darlan, dauphin de Pétain, a été plus souvent étudié en fonction des rivalités de personnes dans le contexte de l'aspiration au pouvoir des chefs militaires vaincus, l'amiral et les généraux de Gaulle et Giraud. Sa signification était pourtant claire : c'était le maintien en Algérie, passée avec son armée du côté des Alliés, du régime de Vichy, avec son idéologie réactionnaire, sa



législation d'exception contre les Juifs et les communistes, ses camps de concentration devenus le trop plein de ceux de la « *zone libre* », les prisons où l'on avait enfermé les anciens députés communistes, les privilèges rendus à l'Eglise, etc..

L'exemple le plus criant est évidemment celui de l'Italie au moment de l'avance des armées alliées. Quand la classe dirigeante italienne, enfin convaincue à l'épreuve de la guerre d'avoir misé sur le mauvais cheval avec l'alliance allemande, décide de se débarrasser de Mussolini, le roi trouve pour cette opération non seulement le concours des principaux chefs militaires, dont le maréchal Badoglio, « *conquérant* » de l'Ethiopie, mais la majorité du Grand Conseil Fasciste lequel se débarrasse du Duce par un simple vote majoritaire. C'est, dit Churchill, parce qu'ils sont inspirés par le désir d'éviter « *chaos, bolchevisation et guerre civile* » que les Alliés acceptent de traiter avec ces gens — les chefs fascistes d'hier — qui leur promettent l'ordre et leur apportent l'expérience des fonctionnaires du parti et de l'Etat fascistes formés pour gouverner avec le souci de son maintien et les moyens d'une police entraînée.

Pourtant l'expérience italienne montre bientôt la faiblesse de cette politique qui mobilise contre elle de vastes forces sociales et politiques unies par la ferme détermination d'extirper le fascisme. La « *couverture* » de ces anciens hiérarques se révèle insuffisante face au danger révolutionnaire et il faut se résoudre à faire appel au stalinisme et à son expérience contre-révolutionnaire. C'est finalement un ancien du Comintern en Espagne, Palmiro Togliatti (Ercoli) qui apporte publiquement et avec éclat le soutien et la caution du PCI (et de l'URSS) à la politique de l'ordre et de la guerre qui signifie la lutte active contre « *le chaos, la bolchevisation et la guerre civile* », selon la formule de l'expert Winston Churchill.

Jean van Heijenoort, sous son nom de plume de Marc Loris, relevait en 1942 le remarquable aveu de ce grand ami des stalinien qu'était l'ancien ministre espagnol Alvarez del Vayo, critiquant en ces termes l'initiative américaine d'accorder son soutien à Darlan :

*« La guerre n'est pas encore finie. Les troupes alliées ne sont pas encore en train d'approcher de la frontière allemande. Le moment n'est pas encore venu pour techniciens et diplomates de résister par un cynique haussement d'épaules à la déception du peuple. Nous avons devant nous des crises difficiles dans lesquelles on aura besoin autant du peuple que de tout le matériel de guerre que peuvent produire les Nations Unies. Et, en ce qui concerne le peuple, ce n'est pas un Darlan, même en qualité d'hôte occasionnel des démocraties, qui gardera vivant son enthousiasme et fera ressusciter sa confiance ».*

Après avoir montré comment ce qui restait du PCI pouvait incarner aux yeux des masses populaires italiennes foulées au pied par vingt ans de régime fasciste, l'aspiration révolutionnaire et le mouvement des ouvriers et des paysans, Serge Lambert a magistralement reconstitué l'opération Togliatti, « *le tournant de Saleme* » qui mettait ce capital de confiance au service de la politique contre-révolutionnaire de Staline . Il a retracé les étapes de cette lutte, le passage de la camisole de force du PCI aux organisations de masse et en particulier aux unités de partisans. Tous les moyens sont bons, la soumission des unités résistantes aux autorités militaires alliées, l'interdiction qui leur est faite de mener des opérations, l'ordre d'enterrer les armes, voire de les rendre aux « *autorités* » et aussi l'amalgame qui permet de faire des partisans des soldats d'une armée régulière où est restaurée l'autorité, décisive pour l'Etat, du corps des officiers. Le même schéma se reproduit en France, où l'on relève tout de même un caractère de masse moins marqué des organisations nées de la Résistance et un meilleur encadrement par un appareil du PCF qui a plus d'ancienneté et n'a pas connu, à la différence de celui du PCI, de solution de continuité.

La révolution est contenue dans tous ces pays. Dans d'autres pourtant, elle passe à travers les mailles de ce qu'on peut appeler le premier barrage. En Yougoslavie, la lutte de libération se double très vite d'une guerre civile. Derrière les Partisans animés par le PCY se regroupent prolétaires et paysans pauvres ;

l'appareil de l'Etat est brisé dans les campagnes et les zones libérées. La peur qu'inspire à Staline l'apparition en Yougoslavie d'une situation de dualité de pouvoirs grosse d'une rupture avec le gouvernement royal en exil et son protecteur britannique n'est autre que la crainte de la révolution. Les communistes yougoslaves ont basculé pour survivre, entraînés par les masses qu'ils avaient eux-mêmes suscitées et entraînés au combat. Ils vont finalement rester maîtres du terrain, malgré les injonctions de Staline qui leur reproche de l'avoir « *poignardé dans le dos* » et qui, jusqu'au dernier moment, a soutenu les tchetniki de Mikhaïlovitch et les unités de l'armée royale. A Yalta, les Alliés, inquiets, tentent encore une dernière fois de réconcilier les forces antagonistes et de les tourner contre le peuple : mais le gouvernement Tito-Choubatchitch issu de la conférence interalliée se révèle une fiction dans cette situation de guerre civile, et le ministre du roi laisse finalement place entière au chef des Partisans.

Par rapport à la Grèce où se développe rapidement une situation semblable et où les formations militaires de l'EAM, contrôlées au bout du compte par le PC grec, sont maîtresses du pays au départ de l'armée allemande, la réaction mondiale est plus efficace, malgré l'énormité des difficultés. Personnellement contrôlés par Winston Churchill, la reprise en mains et le désarmement des unités partisans vont déchaîner sur la Grèce une véritable contre-révolution que les dirigeants de l'EAM, sous la pression du colonel Popov, envoyé de Staline, et de la direction du PCG, dirigent à la fois contre leurs propres troupes et contre les trotskystes. Churchill, encore lui, dénonce à la Chambre des Communes ce qu'il appelle « *le trotskysme hideux* » qui triomphe à Athènes : clin d'œil complice à Staline pour se garder les mains libres, mais aveu aussi du caractère révolutionnaire de ce mouvement qu'il a provoqué, comme M. Thiers en 1871, au moment choisi par lui pour frapper le coup décisif.

Et pour en revenir à la formule de Trotsky sur la nécessité, pour ses camarades, de savoir s'insérer dans le mouvement de masses en lutte contre l'oppression nationale et sociale, il est des coïncidences qu'il faut absolument relever. Quand l'armée anglaise du général Scobie, appuyée sur les formations répressives spécialisées de « *collaborateurs* » de l'ancien occupant allemand, écrase les résistants de l'EAM, les dirigeants du PC grec font assassiner les trotskystes par dizaines dans les villes et notamment Athènes. Au moment de la capitulation définitive des dirigeants staliniens du mouvement des Partisans avec l'accord de Varkitsa, le PC grec dénonce publiquement le chef partisan Aris Velouchiotis qui est alors assassiné par les formations de droite au service du gouvernement britannique. Les trotskystes et cet homme, qui fut le symbole de la résistance à l'oppression nationale et sociale du peuple grec sous la forme de la lutte armée, connaissent donc le même sort, au même moment, de la part de la même coalition contre-révolutionnaire... et sans n'avoir été ni alliés ni subjectivement proches. Il semble que cela ne puisse pas relever du hasard.

Je le dis très franchement. Je n'ai pas été du tout convaincu par le zèle iconoclaste de notre jeune ami Horn et je demeure persuadé qu'une intégration, sous une forme ou sous une autre, des organisations trotskystes à une « *Résistance* » qui était également une « *Union sacrée* », eût entraîné des conséquences plus dramatiques encore qu'isolement et impuissance pour les organisations trotskystes et sans les protéger mieux, au bout du compte, que ne l'avait fait en Espagne pour le POUM son adhésion à la politique de Front populaire.

Mais je n'ai pas été convaincu non plus par les excuses après coup invoquées par les spartacistes et même d'une certaine façon par Rodolphe Prager qui nous a fourni tant de documents précieux par ailleurs. Il faut dire qui, en 1940, avait raison et qui avait tort. Pour moi, Trotsky avait parfaitement raison de dénoncer dans le « *pacifisme* » le principal danger sur le plan de la netteté du comportement révolutionnaire. Il avait vu très clairement que cette guerre ouvrait une époque de militarisation et impliquait une politique militaire que ses camarades n'ont vue que trop tard, quand ils l'ont vue, et à laquelle ils étaient de toute façon étrangers et hostiles, en partie au moins parce que, depuis le temps de l'Opposition de gauche, ils s'étaient voulu conservateurs des traditions et de la politique bolchevique et les défendaient avec vaillance et constance sans prendre garde aux changements de la réalité que Trotsky avait commencé à signaler dans ses derniers écrits. En d'autres termes, je crois que Trotsky, avec

l'énonciation des principes de la PMP en 1940, avait raison et qu'il ne fut pas compris. Je dirais même, au vu des réactions comme des silences actuels, qu'il n'est toujours pas compris.

Comment l'expliquer ? Ce n'est pas tâche facile. Tout se passe en effet comme si le simple fait de constater que le facteur subjectif, l'organisation révolutionnaire, en l'occurrence, la IVème Internationale, n'a pas joué le rôle que les révolutionnaires attendaient et que, Trotsky disparu, elle n'a pu conserver le contact avec sa pensée, son analyse, sa méthode, constituait une remise en cause fondamentale des principes de base des uns et des autres.. Or il est clair que le fait que les révolutionnaires n'aient pas été pendant la Deuxième Guerre mondiale à la hauteur d'une situation difficile ne signifie pas la disparition de la révolution de l'horizon de l'humanité. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il met d'une certaine façon en question le rôle des dirigeants et le mode de fonctionnement d'une organisation menacée par la maladie du sectarisme, dont personne n'est protégé une fois pour toutes.

Je souhaiterais qu'on étudie de plus près la PMP telle qu'elle a été défendue par le SWP et notamment par Cannon. Il faut savoir s'il a fidèlement rendu compte, comme il le disait, de l'analyse de Trotsky ou si, comme l'assurent ses adversaires, il l'a grossièrement déformée en exagérant tous les angles. Il faut examiner parallèlement le réquisitoire dressé contre lui sur ce point par G. Munis. Il est nécessaire de revenir aux textes et d'analyser la pensée de Jean van Heijenoort, exprimée dans ses articles, notamment dans *Fourth International*. Enfin, je pense qu'il est hors de discussion que Félix Morrow, Albert Goldman, Jean van Heijenoort avaient raison contre Cannon et E.R. Frank en 1944 quand ils les accusaient de sous-estimer l'importance des mots d'ordre démocratiques dans la situation de la fin de l'occupation en Europe, et surtout de sous-estimer gravement la capacité contre-révolutionnaire du stalinisme, accrue au centuple par les victoires de l'Armée rouge. Je souhaiterais un examen plus attentif de la politique des Suisses, avant leur incarcération, de celle des Australiens dans un pays terrorisé par la menace d'invasion japonaise et, de façon générale, les problèmes théoriques posés par l'occupation japonaise des colonies asiatiques des puissances coloniales européennes.

Je crois qu'il serait d'un immense intérêt d'étudier de très près l'action dans l'armée des trotskystes britanniques et notamment des membres de la *Workers International League* dans l'armée britannique. Sain Bomstein et Al Richardson ont mentionné des exemples d'agitation de la WIL dans l'armée britannique en pleine guerre, la propagande menée au Bureau de l'Armée pour les affaires courantes par le militant John Williams, le rôle des « *Parlements des forces armées* », du Caire, de Cyrénaïque, de Benghazi, la prise de position de la 8e armée, dont l'organe officiel publia le télégramme : « *Droit de grève fait partie de ce pour quoi nous combattons* » et soutint les trotskystes persécutés pour leur rôle dans les grèves. C'est cette attitude militante courageuse qui explique la célèbre exclamation du trotskyste Ted Grant, « *Vive la 8e armée ! Elle est notre armée !* », dans une intervention qui exalte son « *esprit de rébellion* », ce qui n'empêche pas les spartacistes d'y voir une manifestation d'opportunisme défensiste ! De cette expérience aussi nous avons beaucoup à apprendre, si nous obtenons des détails et un plus vaste horizon.

Il faudrait étudier de beaucoup plus près, de façon plus détaillée, l'expérience grecque, la façon dont les militants du PCG se sont incorporés puis mis à la tête des groupes armés spontanément créés. Peut-être découvrira-t-on que nombre d'entre eux étaient des « *marginiaux* », anciens exclus comme Velouchiotis, récupéré mais toujours traité en suspect. On aimerait trouver indications et dates sur la constitution de la police politique des staliniens grecs, la tristement célèbre OPLA qui s'occupera à la libération de traquer par priorité trotskystes, mencheviks, libertaires et... opposants communistes. On le fera avec l'idée que son développement ne pouvait qu'être le fruit de la réflexion de responsables qui savaient que l'objectif était d'empêcher l'explosion de la révolution, d'assurer l'extermination des trotskystes et la domestication de leurs propres rangs.

Quand les mythes de l'histoire de la lutte des Partisans en Yougoslavie feront place à plus de transparence historique sur l'histoire de la guerre et de la libération nationale du peuple yougoslave, il

sera sans aucun doute possible d'étudier en détail le lien entre le mouvement populaire et le parti de Tito, moins simple qu'on ne l'a généralement cru. La lecture du récit dur et souvent cynique de Milovan Djilas pose des questions intéressantes. Ne pressent-on pas, dans le soulèvement populaire au Monténégro à l'été 1941, si mal accueilli par les dirigeants du parti, un mouvement populaire spontané que l'appareil a « *accompagné* » avec son réflexe stalinien de terreur et de massacres ? Mais n'est-ce pas aussi ce « *soulèvement* » et la coloration qu'il a donnée, qu'il l'ait ou non voulu, au mouvement des Partisans, qui a donné à ce dernier son caractère de groupement de combattants d'une guerre civile au moins autant que d'une libération nationale, dont ses dirigeants ont tenté jusqu'au bout de se défaire ?

Enfin, la thèse de Serge Lambert ne fait — et c'est son immense mérite — que poser le problème de la révolution contenue en Italie et il faut l'approfondir en dépit de toutes les difficultés matérielles que rencontre en ce domaine le chercheur.

A cette étape de la réflexion, je suis tout à fait tenté de dire qu'il y a là une plaie qui ronge la position des organisations trotskystes et de tous ceux qui se réclament de la IV<sup>ème</sup> Internationale sous une forme ou sous une autre : l'occultation d'un fragment du passé, l'oblitération de la politique de guerre, l'absence d'intérêt pour le hiatus inavoué entre la pratique des trotskystes et les prévisions de Trotsky, pourrait être une maladie grave si elle était délibérément maintenue un demi-siècle plus tard. Aucune organisation révolutionnaire ne peut grandir avec un cadavre dans le placard, la dissimulation d'une partie de sa vérité, surtout quand il s'agit de la politique qu'elle a menée dans un moment historique d'une si grande importance. Et c'est entre autres pourquoi j'insiste pour la poursuite ou l'engagement de cette discussion qui n'a rien d'académique et que nous avons pourtant la chance de pouvoir mener dans le calme et avec toutes les garanties de libre expression puisqu'elle peut l'être sans que chaque organisation s'y implique ès-qualités, toutes pouvant se réserver pourtant la possibilité de tirer profit de la lumière faite...

Je souhaite que les Cahiers Léon Trotsky continuent d'en être l'un des véhicules : cela justifierait déjà presque à soi seul leur existence et les efforts qui leur sont consacrés. Mais bien entendu je souhaite que cette discussion en soit une. Et il faut pour cela que prennent fin les procès d'intention, les dénonciations, les incantations, les amalgames, les prédictions, bref, toute la poudre que l'on jette aux yeux quand on ne veut pas parler du fond. Et puis ce serait peut-être le commencement d'une bonne habitude ? Merci d'avance.